

Le 11 juillet,

LA FORMATION DE CAPITAL NON RESIDENTIEL DU MILIEU DES AFFAIRES DU QUÉBEC : FAIBLE PAR RAPPORT AUX PAYS DE L'OCDE ET DU G7, MAIS EN RATTRAPAGE : QUE FAIRE POUR L'AMÉLIORER?

Pierre-Paul Proulx, économiste conseil et professeur honoraire de l'Université de Montréal.

Les données

Dans un " ebrief " du 9 juillet 2009, l'Institut C.D. Howe examine la performance en investissement en capital par travailleur du secteur privé Canada et des provinces par rapport a celle des États-Unis, et des pays du G7 et de l'OCDE.

De l'ordre de 11 000\$C par travailleur au Canada en 2009 et 2010, on estime que la récession plus sévère aux États-Unis qu'ici fera tomber les investissements américains à 10 800\$ en 2010.

L'écart entre les investissements non résidentiels du secteur privé par travailleur (mesuré en dollars canadiens) se referme entre le Québec et l'Ontario, celui-ci étant de 1 000\$ (8 100\$-7 100\$) en 2000 et de 900\$ (8 700\$-7 800\$) en 2008 et 800\$ (7 800\$-7 000\$) en 2009 (chiffre estimé).

Une amélioration relative semble aussi se manifester lorsque des niveaux québécois et ontariens d'investissements en machinerie, équipements et édifices est établi par rapport aux États-Unis. Le rapport québécois par rapport aux É.U. passe de 64,0 en l'an 2000, à 59,4 en 2008 et 63,5 en 2009 (estimé); alors que celui de l'Ontario passe respectivement de 71,8 à 67,0 à 70,0. On observe donc que le rapport québécois s'améliore un peu comparativement à l'Ontario, puisqu'il lui est inférieur de 7,8 points en 2000, de 7,6 en 2008 et de 7,4 points en 2009 (chiffre estimé).

Par rapport aux pays de l'OCDE, on observe une amélioration relative, le ratio passant de 64 en 2008 à 66 en 2009 (chiffre estimé), et de 63 à 67 pour les pays du G7. La performance ontarienne est similaire, ces ratios étant 72 et 74 et 71 et 75.

Une réflexion sommaire sur les politiques et programmes visant a améliorer la performance du Québec dans un contexte budgétaire déficitaire.

Les mesures prônées par le Conference Board i.e. réduction de la fiscalité sur les profits des entreprises et l'amélioration du traitement fiscal accordé aux non-résidents sur leurs revenus d'intérêts, de dividendes, des royalties et autres revenus provenant du Canada sur lesquels on retient 25% du total, mesures visant à augmenter les investissements directs étrangers au Canada sont à considérer, mais il nous faut aborder la question du faible niveau d'investissement privés du Québec de façon plus complète, les déterminants des dépenses d'investissements au Québec étant nombreux.

Et il ne faudra pas minimiser les difficultés que nous rencontrerons dans la poursuite de cet objectif, sujet abordé dans un des écrits récents (voir entre autres une conférence récente présentée aux assises annuelles de l'UMQ dont le texte est disponible sur le site de l'ASDEQ), à l'effet que nous vivons une longue période d'expansion faible de notre économie et que nous faisons face à un solde budgétaire négatif de beaucoup supérieur à celui présenté dans le dernier budget provincial. Il n'est pas nécessaire d'être expert en comptabilité pour constater, que même en présumant que la croissance des dépenses de programmes se situerait à 3,15% tel que prévu dans le dernier budget (elles ont augmenté de 4,6% en moyenne durant les dernières 6 années); et après application de la hausse de la TVQ prévue pour le 1 janvier 2011, ainsi que des mesures prévues contre l'évasion et l'évitement fiscal, *on se retrouve avec un solde budgétaire négatif important au moins jusqu'en 2013. Pas prometteur pour de nouvelles mesures visant à améliorer la performance du Québec dans le domaine de l'investissement privé.*

Restons en à quelques commentaires sur les politiques et programmes du MDEIE et du MRI (dans son Plan d'Action 2009-2014) visant la promotion et la prospection des IDE (sujet abordé dans un avis récent par le Vérificateur Général du Québec à l'Assemblée Nationale), nombre de nos autres suggestions étant disponibles dans d'autres écrits récents.

On reconnaît l'importance des investissements directs étrangers et on souligne l'importance d'améliorer l'efficacité des efforts du Québec dans la promotion et la prospection des investissements directs étrangers.

Les initiatives évoquées vis-à-vis des É.U. sont bienvenues mais il nous semble qu'une lecture améliorée du processus d'intégration en cours en Amérique du Nord et sur le plan mondial devrait inciter les responsables à envisager un scénario d'intégration sectoriel (ou par grappe) nord-sud dans quelques secteurs et ce dans toutes les dimensions du processus d'intégration. On dépasserait les initiatives actuelles concentrées sur le nord-est du continent (le dynamisme se manifeste dans le nord-ouest entre autre) et on donnerait beaucoup plus d'ampleur à deux initiatives évoquées i.e. les projets entre collectivités (MRI) et l'appui à l'action internationale des villes et régions du Québec, ce en Amérique du Nord mais plus largement au monde étant donné le déclin relatif quoique lent de nos voisins américains sur le plan mondial. On reflèterait ainsi une reconnaissance renouvelée des déterminants de la croissance économique dans nos économies du savoir, de l'information, des loisirs.....

Le désir évoqué de bien positionner les entreprises québécoises dans les chaînes de valeur ajoutée (sujet mentionné dans l'énoncé du MRI) suggère aussi l'élaboration d'une politique des investissements directs à l'étranger. Notre performance exportatrice dépend de façon significative de notre performance importatrice.

Améliorer la performance de l'économie du Québec et le bien-être de ses citoyens et citoyennes nécessite évidemment beaucoup d'autres initiatives et mesures pouvant améliorer notre productivité et la gouvernance du secteur public entre autres mesures. Soulignons en terminant l'importance que nos recherches donnent à la mise en place d'un modèle de gouvernance multipalier (Fédéral, Québec, et Municipalités) intégré pour habiliter les villes et régions du Québec à entreprendre les nombreuses initiatives qui ne peuvent mieux provenir que de nos villes et municipalités et ce, de concert avec les gouvernements du Québec et celui d'Ottawa, très impliqué dans le développement urbain et régional du Québec. Terminons en indiquant aussi tout l'intérêt qu'il y aurait à explorer une modification de notre régime fiscal pour minimiser l'importance relative des impôts sur les revenus des sociétés et des personnes et augmenter celle des recettes provenant de la valeur ajoutée, des dépenses et des tarifs.